

## Bulletin d'histoire politique

# Les idées phares du processus de décolonisation et le Québec

Papa Dramé et Magali Deleuze



Volume 15, numéro 1, automne 2006

Le Québec des années 1960 : influences extérieures et héritage

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1056090ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1056090ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique  
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)  
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Dramé, P. & Deleuze, M. (2006). Les idées phares du processus de décolonisation et le Québec. *Bulletin d'histoire politique*, 15(1), 109–129.  
<https://doi.org/10.7202/1056090ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2006

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

# Les idées phares du processus de décolonisation et le Québec

PAPA DRAMÉ ET MAGALI DELEUZE

*Respectivement au département d'histoire de Université du Québec à Montréal  
et au département d'histoire du Collège militaire de Kingston*

La décolonisation constitua un phénomène majeur de l'histoire des relations politiques internationales du xx<sup>e</sup> siècle. Plus que la grande guerre, ce fût le second conflit mondial qui, en occasionnant la perte de prestige des puissances colonisatrices, généra la montée en puissance de l'anticolonialisme international et, par ricochet, la radicalisation des nationalismes. Les mouvements des peuples colonisés qui s'étaient à l'origine limités à de timides réformes sociales, vont connaître une cristallisation et une accélération saisissante. En effet, en 30 ans, c'est-à-dire de 1945 à 1975, la vague des indépendances « embrasait » les possessions asiatiques d'abord, puis ensuite africaines.

Dans son sens restreint, la décolonisation désigne traditionnellement le cheminement par lequel les peuples asiatiques et africains obtiennent l'autonomie puis l'indépendance des puissances coloniales. Par extension, ce phénomène définit aussi le processus par lequel, les états nouvellement indépendants se réapproprient leur destin par le « démantèlement » des vestiges de la domination coloniale dans les domaines économique, politique, culturel et psychologique<sup>1</sup>.

Ce concept fût donc porté par un faisceau complexe de causalités qui opérèrent aussi bien sur le plan européen, international que colonial. Le statut des territoires colonisés se caractérisait, en effet, par l'absence de souveraineté internationale. Aussi, le processus de décolonisation est porté au sein du monde colonisé par deux dynamiques majeures, à savoir le sentiment nationaliste et la revendication du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes afin de recouvrer leur souveraineté<sup>2</sup>. Cet argument, ainsi que plusieurs autres, eurent une résonance particulière au Québec alors aux prises

avec un bouillonnement intellectuel sans précédent et une Révolution tranquille qui allait moderniser un certain nombre de secteurs de la société québécoise. Exemples et modèles étaient donc bienvenus pour plusieurs intellectuels qui cherchaient à analyser les retards de la société québécoise.

Les idées phares de la décolonisation procèdent à la fois d'une dynamique de liquidation de la domination coloniale et d'une volonté de libération par la construction nationale post-coloniale. Elles constituent donc l'ensemble des principes, théories, doctrines et idéologies qui ont d'une part rythmé la marche vers l'émancipation et d'autre part, accompagné la gestion des indépendances par les États du tiers-monde. Nous mesurerons, dans un premier temps, le sens du mouvement dit « neutraliste » qui accompagne l'avènement d'un pôle tiers-mondiste dans un contexte de guerre froide, puis dans le cadre de la gestion des souverainetés acquises, nous montrerons que le discours des indépendances est sous-tendu par des idéologies censées exorciser la situation de sous-développement qui caractérise le monde décolonisé. Il s'agit précisément d'appréhender le contenu de ces idéologies prônées par les « pères des indépendances ». Enfin, nous présenterons, dans le contexte québécois, les principaux emprunts québécois aux théories de la décolonisation et du tiers-mondisme à travers une guerre qui a eu des résonances particulières au Québec, la guerre d'Algérie.

#### L'AVÈNEMENT DU TIERS-MONDE ET LA QUESTION DU NEUTRALISME

Les décolonisations de l'après-guerre intervinrent dans un contexte international marqué, d'une part, par la bipolarisation du monde en blocs antagonistes, d'autre part par la course aux armements, et enfin par la volonté manifeste de statu quo colonial dans de nombreuses parties du monde. Dans ce climat, et sous la houlette de l'Inde, les nouveaux pays émancipés du colonialisme développèrent un positionnement international original centré sur la philosophie du *neutralisme* puis du *non-alignement* par rapport à la dangereuse logique des blocs. Or la diversité du monde colonisé sera à la mesure de ses ambiguïtés et de ses divergences. Il convient donc de saisir au travers de l'histoire de l'afro-asiatisme (neutralisme) et du non-alignement, leur contenu, évolution et portée sur le processus de décolonisation et des relations internationales.

Le neutralisme désigne ce nouveau courant de politique internationale qui, à partir des années 1950, accompagna les premières décolonisations. Il constitue un positionnement politique original des jeunes États indépendants qui, conscients d'une donne internationale périlleuse pour la paix

mondiale, ont tenté de s'en écarter ou du moins de s'en prémunir<sup>3</sup>. Les notions de neutralisme et de non engagés furent donc associées aux États ne se rangeant dans aucun des blocs en présence. L'historiographie du mouvement *neutraliste* situe en Inde l'épicentre de cette doctrine. Le parti du Congrès indien fut en effet le premier mouvement anticolonialiste moderne à mettre celle-ci en pratique<sup>4</sup>. La posture *non-alignée* découlerait en conséquence de l'internationalisation précoce de cette lutte du nationalisme indien contre la politique impériale britannique<sup>5</sup>.

L'Inde, pays de vieille civilisation, occupant de surcroît une situation géographique importante, se montra en conséquence disposée à jouer un rôle majeur dans l'échiquier diplomatique international et à affirmer sa spécificité. Aussi, dès 1946, Nehru proclama ce qui devint une véritable doctrine étrangère pour l'Inde, à savoir la répugnance et le refus à toute affiliation à l'un des blocs idéologiques<sup>6</sup>. En véritable porte-parole du *neutralisme*, Nehru estimait cette ligne politique seule en mesure de permettre à son pays de consacrer son énergie nationale à la lutte prioritaire contre le sous-développement sans pour autant se lier à un seul partenaire. La promotion de cette politique *non-alignée* traduisait, d'une part, les efforts de l'Inde de hâter l'émancipation des pays asiatiques non encore indépendants et d'autre part, sa volonté de détourner les pays nouvellement émancipés des desseins des « Grands ».

Les conférences de New Delhi (mars 1947 et janvier 1949<sup>7</sup>) convoquées par Nehru entendaient mettre en œuvre cette politique de coopération centrée sur le *non alignement* et dont l'Inde se fit alors l'héraut. La doctrine afro-asiatique procéda donc directement de la politique neutraliste à laquelle l'Inde entendait convertir l'ensemble des pays qui formeront le premier noyau du « tiers-monde ». Le pôle « arabo-asiatique » qui se forma à l'ONU et rebaptisé par la suite groupe « afro-asiatique » énonça de façon plus nette ses principes à l'occasion du second forum de New Delhi<sup>8</sup>. Il se promit, en effet, de « [...] poursuivre une politique indépendante, d'œuvrer pour une décolonisation des peuples dépendants et de promouvoir la paix et la coopération internationale »<sup>9</sup>.

Cette quête d'une voie autonome si chère au groupe afro-asiatique fut renforcée par la guerre de Corée en décembre 1950. La stratégie du *containment* et son corollaire, la politique des alliances multilatérales menée par les États-Unis dans le Sud-est asiatique, provoquèrent le rassemblement actif des nations afro-asiatiques. Usant d'une attitude abstentionniste à l'occasion des votes à l'ONU tout en poussant aux négociations entre belligérants, le groupe afro-asiatique joua un rôle actif dans les ébauches de liquidation du conflit coréen. Ce fût en effet un projet indien qui servit de base à l'organisation internationale pour adopter en décembre 1952 une résolution qui allait

définir les principes devant conduire au désamorçage de la crise coréenne et aux négociations entre les forces rivales<sup>10</sup>.

Dans les années qui suivirent la guerre de Corée, certains pays comme l'Inde, la Birmanie, la Yougoslavie et l'Égypte s'opposèrent systématiquement à la politique des alliances militaires. Une telle attitude constitua en quelque sorte un des principaux déterminants de la politique du non-alignement. Aussi Nasser s'attela-t-il dès son accession au pouvoir (février 1954) à fustiger le pacte de Bagdad, à œuvrer pour l'émancipation de son pays de la tutelle britannique et à promouvoir l'idée d'unification du monde arabe. Quant au yougoslave Tito, la rupture avec Staline en juin 1948 et l'impossibilité de lutter sur deux fronts, le conduisit à chercher le rapprochement avec les jeunes nations indépendantes dont l'Inde et l'Égypte.

Outre son soutien militaire aux mouvements de libération, Belgrade ébaucha en 1953 le principe d'un vaste rassemblement de pays nouvellement émancipés et non affiliés aux blocs. Stigmatisant l'idée « contradictoire » et « erronée » de la création d'un troisième bloc, le leader yougoslave prôna la formation d'un vaste mouvement progressiste mondial au sein duquel son pays et l'Inde mobiliseraient toutes les forces de progrès. L'objectif fixé serait donc « de permettre à l'opinion démocratique mondiale de renforcer son influence et de prévenir les conflits entre les deux blocs qui existent dans le monde »<sup>11</sup>.

Si la guerre de Corée avait pressé la création du groupe afro-asiatique à l'ONU, la crise indochinoise de 1954 précipita la constitution d'un pôle de cinq états neutralistes formé de l'Inde, l'Indonésie, Ceylan, la Birmanie et le Pakistan<sup>12</sup>. La conférence afro-asiatique convoquée les 18-24 avril 1955, dans la cité javanaise de Bandung, procède d'une volonté d'affirmation de leur indépendance de la part des États du tiers monde devant l'obstination des Occidentaux à ignorer leur avis et donc à remettre en cause leur existence<sup>13</sup>. L'analyse de la conférence de Bandung s'avère essentielle pour saisir la portée, les ambiguïtés et les limites du mouvement neutraliste qui se dessina au moment des premières décolonisations.

Sur invitation des cinq du groupe Colombo, vingt-quatre pays du tiers-monde furent représentés dans la cité indonésienne de Bandung. Pour Nehru, il ne s'agissait pas de mettre sur pied un troisième bloc, encore moins une entente régionale. Les quatre objectifs fixés au conclave furent :

1. Encourager la bonne volonté et la compréhension parmi les nations d'Asie et d'Afrique ; étudier et favoriser leurs intérêts mutuels et communs pour établir et promouvoir l'amitié et des relations de bon voisinage ;

2. Examiner les problèmes et les relations sociaux, économiques et culturels entre les pays représentés ;
3. Examiner les problèmes intéressant spécialement les peuples d'Asie et d'Afrique – par exemple les problèmes affectant la souveraineté nationale ainsi que le racisme et le colonialisme ;
4. Rappeler la position de l'Asie et de l'Afrique et celle de leurs peuples dans le monde contemporain, ainsi que la contribution qu'ils peuvent apporter à l'affermissement de la paix et de la coopération internationales<sup>14</sup>.

L'établissement de la liste des invités effectué sous le parrainage de Nehru devrait en principe correspondre aux critères de l'afro-asiatisme : « un concept géopolitique fondé à la fois sur l'appartenance à une aire géographique, l'hémisphère sud, à une période historique, la décolonisation et enfin à une situation économique, le sous-développement »<sup>15</sup>. En dépit de ce postulat, trois orientations politiques s'affrontèrent à Bandung, à savoir le groupe de pays engagés du côté de l'Ouest (Turquie, Irak, Iran, Pakistan, Philippines et Thaïlande), les États communistes (Chine et Nord Vietnam) et les neutralistes<sup>16</sup>.

Le communiqué final du forum afro-asiatique porta en conséquence les stigmates des divergences idéologiques et les compromis auxquels on était parvenu. Les conférenciers lancèrent des condamnations vis-à-vis de la discrimination raciale en Afrique du Sud et du colonialisme « dans toutes ses manifestations ». La France, en butte aux nationalismes nord-africains, fût conviée à « rechercher un règlement pacifique de la question ». Dans la première section du communiqué consacrée au développement économique, l'appel est fait à un concours plus important des institutions internationales au développement des pays afro-asiatiques. Des recommandations sont également faites quant à la stabilisation des prix et à l'installation de banques locales<sup>17</sup>.

Pour ce qui concerne la « promotion de la paix et de la coopération internationale », le conclave exprima le vœu de voir tous les pays représentés à Bandung admis aux Nations unies. L'attachement des pays du tiers monde à la recherche d'une paix durable fut réaffirmé. Or on avait bien conscience que seul un « contrôle international effectif » pourrait consolider la paix par la prohibition des armes de destruction massive et le désarmement<sup>18</sup>. Ainsi le forum édicta dix principes autour desquels serait centrée la coexistence<sup>19</sup> :

1. Respect des droits fondamentaux en conformité avec les buts et les principes de la charte des Nations unies ;

2. Respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de toutes les nations ;
3. Reconnaissance de l'égalité de toutes les races et de l'égalité de toutes les nations, petites et grandes ;
4. Non intervention et non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays ;
5. Respect du droit de chaque nation de se défendre individuellement et collectivement conformément à la Charte des Nations unies ;
6. Refus de recourir à des arrangements de défense collective destinés à servir les intérêts particuliers des grandes puissances quelles qu'elles soient ; refus par une puissance quelle qu'elle soit d'exercer une pression sur d'autres ;
7. Abstention d'actes ou de menaces d'agression ou de l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un pays ;
8. Règlement de tous les conflits internationaux par des moyens pacifiques, tels que négociation ou conciliation, arbitrage et règlement devant les tribunaux, ainsi que d'autres moyens pacifiques que pourront choisir les pays intéressés, conformément à la charte des Nations unies ;
9. Encouragement des intérêts mutuels et coopération ;
10. Respect de la justice et des obligations internationales.

Comme l'a bien souligné M. Bennabi, le forum de Bandung fut « le point de départ d'un certain processus social et politique et l'aboutissement d'un autre processus ». En effet, « le développement historique qui y a pris naissance est la conséquence d'une prise de conscience de l'homme afro-asiatique devant les problèmes que lui posent sa propre condition et la situation mondiale »<sup>20</sup>. Le conclave indonésien marquait en effet l'avènement du tiers monde sur la scène internationale. S'il constitua une révolte morale contre la domination européenne, il n'en exprimait pas moins l'affirmation de l'indépendance des peuples afro-asiatiques. Bandung revêtit en conséquence une dimension psychologique de première importance.

Pour les pays décolonisés dont le nombre connut une réelle inflation au lendemain de la crise de Suez (1956), l'accession à l'indépendance signifie l'affranchissement de la domination coloniale. Or pour ces ex-colonies, les premiers temps de l'émancipation sont également ceux de la recherche d'idéologies de reconstruction et de développement.

## DISCOURS ET IDÉOLOGIES DES INDÉPENDANCES

Après avoir franchi la phase de lutte pour l'émancipation, la décolonisation traversa une seconde étape dite d'« édification » pendant laquelle le monde décolonisé fût inévitablement confronté aux séquelles de l'épisode colonial. Parmi celles-ci, des structures économiques, commerciales et culturelles qu'il fallait rebâtir non plus en fonction des intérêts métropolitains mais de ceux propres aux nouveaux états<sup>21</sup>. L'indépendance fût ainsi conçue comme le moyen d'instaurer la démocratie et le progrès matériel et social. Elle représentait donc le point de rupture entre un passé dévalorisant et un avenir où tout pourrait être possible<sup>22</sup>. Dès lors, cette liberté nouvelle fit figure de mutation politique soudaine et généralisée.

Par conséquent, elle ne manqua pas d'engendrer, un peu partout, une euphorie légitime qui, cependant, cachait mal le fait que l'émancipation n'annihilerait pas les difficultés inhérentes au sous-développement. En fait, si le discours national fût le lieu d'énonciation des ambitions de libération nationale, il fût également l'instrument de maquillage de faiblesses structurelles et donc des limites pratiques de la gestion de l'indépendance.

Pour les leaders des indépendances, il ne pouvait donc être question de retourner à la situation précoloniale. L'ambition fût plutôt de construire quelque chose de nouveau, bref de se réinventer. Aussi, les États nouvellement indépendants furent-ils traversés par une multitude d'idéologies qui prétendirent transcender ou, du moins, réformer les héritages politiques, économiques et culturels de la colonisation<sup>23</sup>. Or cette production et/ou confrontation d'idéologies fût sans commune mesure avec les forces matérielles réelles dont disposent ses « producteurs »<sup>24</sup>. Le cas du continent africain nous servira de référence en ce sens qu'il offre des palettes complexes et riches d'expériences de gestion de l'indépendance. Les leaders africains s'étaient interrogés sur les modalités et conditions politiques du développement. À cet effet, il apparaît indispensable d'aborder les contenus politiques et économiques des idéologies qui ont accompagné l'effort de construction nationale.

Pour le monde décolonisé, l'une des questions essentielles fût de savoir dans quels cadres politiques et géopolitiques projeter l'affirmation nationale et la reconstruction? Pour avoir œuvré pour la lutte pour l'égalité et pour l'émancipation vis-à-vis des métropoles coloniales, il semblerait que les pères de l'indépendance furent à l'origine portés vers le choix du modèle de démocratie parlementaire. Les textes constitutionnels adoptés par beaucoup d'États africains s'inspirèrent de ceux de la métropole. Pourtant, l'instauration du pouvoir personnel produisit inévitablement l'affirmation du monopartisme.



Ce passage du multipartisme au parti unique fût généralement présenté comme une nécessité pour construire plus aisément l'État-nation et sortir du sous-développement au travers de la recherche de consensus. Le parti unique était censé exprimer l'unité des nouvelles nations contre les forces de désagrégation qui résulteraient d'organisations politiques à base tribale ou régionale. De plus, le constat de l'extrême état de partition territoriale légué par la colonisation fût à l'origine de nombreux rêves de recomposition et de réunifications. L'Afrique des indépendances manifesta en conséquence une volonté panafricaniste dont le but, au-delà du désir de donner enfin corps à un vieux rêve, était à la fois l'efficacité économique et le poids politique.

À cet effet, l'évocation de la pensée de N'Krumah est indispensable en ce sens que le leader ghanéen fût, de tous ses contemporains africains, celui qui s'est attaqué aux problèmes théoriques et concrets de la lutte nationale avec clarté, lucidité et sérieux<sup>25</sup>. Dans son célèbre plaidoyer intitulé *L'Afrique doit s'unir*, le leader du Ghana définît l'idéal panafricaniste comme un projet d'union du continent africain en une seule entité politique et économique. En effet, N'Krumah estimait que l'union du continent constituerait la seule voie pour le soustraire du sous-développement et du néocolonialisme<sup>26</sup>. Au moment de sa création en mai 1963, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) s'était fixée comme objectifs, d'abord, de lutter contre toute forme de colonialisme, ensuite d'œuvrer pour la promotion de l'unité africaine, et enfin de s'inscrire dans une politique non-alignée. Or l'idéal d'union qui devait se consolider avec la création de l'OUA s'en trouva plutôt liquéfié du fait des divergences idéologiques inhérentes à la diversité des options politiques des leaders africains. En d'autres termes, la naissance de l'organisation africaine marqua l'acte de mort d'une entité supranationale au profit d'une Afrique des États-nations<sup>27</sup>.

Les choix politiques des États décolonisés ne furent en général guère dissociables des options économiques. L'ampleur des bouleversements sociaux et le retard technique et culturel induits par la colonisation incitaient à « tout repenser à neuf et véritablement créer ». À ce titre, l'intelligentsia du tiers-monde fût amenée à utiliser « tous les matériaux qui se présentaient dans cette conjoncture, qu'elle pensait pouvoir mettre en œuvre dans cette combinaison souvent instable de facteurs externes et internes »<sup>28</sup>.

Socialisme, capitalisme, marxisme-léninisme... les voies du développement furent à cet effet nombreux et variées et l'objectif officiel toujours le même : sortir de l'état de sous-développement diagnostiqué dès le milieu des années 1950. Le modèle socialiste présenté comme l'un des plus adaptés à des pays nouvellement émancipés et économiquement faibles fit le bonheur de plusieurs États.

Apôtre du « neutralisme positif » et du panarabisme, respectivement doctrines de politiques étrangères et d'unité régionale<sup>29</sup>, le leader égyptien Nasser ne s'était pas moins attelé à rechercher les bases du renouveau post colonial de son pays. S'appuyant sur le leitmotiv du « pour le peuple et non par le peuple », le socialisme nassérien combina un discours nationaliste à dominante panarabe et un réformisme social radical susceptible de transcender « l'apathie populaire »<sup>30</sup>. En conséquence, la nationalisation d'une grande partie du secteur privé, la réforme agraire et l'adoption d'une charte nationale résolument socialiste s'inscrivaient dans l'effort de développement économique qu'on concevait avant tout progressiste et autocentré.

En dépit du sursaut national suscité et des résultats probants dans certains pays décolonisés, le gain d'une conscience idéologique semblait s'être accompagné, un peu partout, d'une perte de conscience intellectuelle et morale. Autrement dit, les positions intellectuelles et morales du discours national ne seraient plus que les avatars de la réalité politique elle-même<sup>31</sup>. Ce processus d'adaptation de l'idéologie aux réalités économiques et politiques sera également, pour les Québécois, un processus expiatoire parfois rapide parfois douloureux.

#### LA DÉCOLONISATION : OUTIL DE COMPARAISON AU QUÉBEC

Un groupe dirigé par Raoul Roy et sa *Revue Socialiste*, que nous pourrions qualifier de nationaliste d'extrême-gauche, vu ses revendications révolutionnaires pour l'établissement d'un État socialiste au Québec et considérant *Cité libre* comme la gauche libérale, se sert de l'Algérie comme exemple principal pour l'analyse de l'oppression des Québécois.

En 1959 paraît le premier numéro de la *Revue Socialiste* créée par Raoul Roy<sup>32</sup>. Cette revue trimestrielle, comme plusieurs à l'époque, n'aura qu'une centaine d'abonnés et ne vivra que quelques années, cependant son réseau d'influence sera important. Plusieurs étudiants et intellectuels de gauche à l'époque « ont fait leurs premières armes théoriques en prenant connaissance des thèses de Raoul Roy<sup>33</sup> » et d'autres, issus de la revue, fonderont la revue *Parti Pris*. L'objectif de la revue était d'abord la réalisation de l'indépendance du Québec, le sous-titre indiquant « Pour l'indépendance absolue du Québec et la libération prolétarienne-nationale des Canadiens français ». Des collaborateurs aussi bien de gauche que de droite se joignaient parfois à la revue, comme Jean-Marc Léger, Raymond Barbeau, René Lévesque, pour discuter du nationalisme québécois. Le thème de la décolonisation et de l'analogie entre l'Algérie et le Québec couvre plus de 30 % des huit numéros de la *Revue*

*Socialiste*. Ce chiffre est un des plus élevés par rapport aux autres publications de l'époque (15 % à *Cité libre*, par exemple).

Des similitudes chez les colonisateurs au Québec et ailleurs dans le monde sont présentées par la revue. La minorité coloniale, en Algérie comme au Québec, est hétérogène. En effet, en Algérie, Français, Espagnols, Italiens, Maltais forment les « Européens d'Algérie », par contre ils deviennent homogènes dans leur lutte contre les Arabes. Au Québec aussi, explique Roland Cousineau, la minorité colonialiste est hétérogène (Anglais, Irlandais, Juifs), avec « ses groupes satellites »<sup>34</sup>, mais solidaire contre les francophones. De plus, dans les deux pays, les colonisés sont considérés comme une race inférieure, ou sous-race. En Algérie, les Français imposent une civilisation supérieure et une langue plus riche que les dialectes arabes. Au Québec, les anglophones imposent la langue anglaise contre le « patois québécois ».

Il existe aussi, selon la *Revue Socialiste*, un dédain démographique chez les colonisateurs. Les Canadiens français comme les Algériens courent à leur perte, selon les colonisateurs, en ayant un taux de natalité élevé. Le journaliste développe son idée en critiquant le livre, de Germaine Tillon, *Algérie 57*, où elle fait référence au taux de natalité élevé des Algériens comme un des problèmes fondamentaux. Mais elle fait également référence aux Canada français où le surpeuplement n'a pas eu lieu à cause « des grands espaces canadiens », ce qui irrite particulièrement le journaliste qui voit dans l'émigration américaine la vraie raison de cette non-surpopulation : « Ce qu'il y avait d'espace vital dans les provinces de l'ouest, il a été attribué aux immigrants de l'Europe centrale pendant que nous devons émigrer comme le font les Arabes algériens qui vont chercher en France un peu de travail pour apaiser leur faim et celle de leurs familles.<sup>35</sup> »

« L'intégration forcée » offre un autre exemple, selon la revue, de similitude avec l'Algérie. Le discours tenu par le gouvernement français et une partie de la gauche chrétienne est « l'Algérie c'est la France et les Algériens sont des Français ». Au Québec, les impérialistes outaouais « proposent l'intégration "lucide" du Québec au reste de la confédération "Kannadienne" alors que les députés algériens et la délégation québécoise n'ont aucun pouvoir dans leurs métropoles respectives »<sup>36</sup>. L'intégration n'est qu'un moyen pour les impérialistes de détourner le peuple colonisé de son véritable destin, l'indépendance, car au même titre que les colonies d'Afrique ou que l'Algérie, le Québec a été une sous-colonie avant d'être une colonie.

Les Canadiens-français forment un peuple prolétarisé, colonisé et opprimé<sup>37</sup> à la fois par les capitalistes anglais, anglo-canadiens mais aussi par les Américains<sup>38</sup>. Pour l'équipe de la *Revue Socialiste*, il n'existe pas de bourgeoisie canadienne-française. Même si quelques francophones parviennent

à s'intégrer dans la classe bourgeoise, ils passent automatiquement, par nécessité ou par choix politique, du côté des anglophones. Roch Denis et Luc Racine remarquent que « cette constatation, exprime avant l'heure la "théorie" du peuple-classe ou de la "classe ethnique" des sociologues Dofny ou Rioux »<sup>39</sup>. La situation coloniale du Québec n'est guère différente de celle des autres peuples opprimés, comme l'Algérie : « Et l'on pourrait continuer longuement à énumérer tout ce qui fait que l'Algérie se trouve à combattre pour des buts identiques à ceux des "indépendantistes" québécois.<sup>40</sup> » Le dernier thème de comparaison avec l'Algérie se retrouve dans le rejet quasi généralisé à gauche que suscite l'alliance du nationalisme et du socialisme.

La *Revue Socialiste* présente, dans ses premiers numéros, des idées relativement structurées pour analyser la situation coloniale québécoise et pour se différencier de la gauche canadienne, car « la pseudo-gauche pan-canadienne est le suppôt d'un centralisme outaouais britannisé », et de la gauche francophone « pseudo-gauche canadienne-française qui va jusqu'à collaborer avec les forces occupantes (anglophones) du Québec »<sup>41</sup>. Afin de démontrer que les Québécois sont un peuple opprimé et une sous-colonie, l'exemple algérien semble s'imposer pour l'équipe de la revue. Un journaliste de la *Revue Socialiste*, Roland Cousineau, reprend dès le deuxième numéro la critique contre la pseudo-gauche, c'est-à-dire les libéraux de *Cité libre* et les partis comme le PSD (parti social démocratique, qui est à l'époque la branche québécoise de la CCF) québécois. La critique principale formulée contre la gauche canadienne est sa mollesse face aux impérialistes (le gouvernement fédéral d'Ottawa) et son peu d'enthousiasme à concevoir l'indépendance du Québec.

L'effort de différents membres socialistes ou communistes de ces organisations ou de ces partis, pour formuler de nouvelles idées sur l'autonomie québécoise, trouve peu d'échos au sein de la gauche<sup>42</sup>. Au cours des années 1960 « alors que la majorité des sociaux-démocrates québécois (à l'époque, au PSD, section québécoise de la CCF) s'opposent à l'indépendance nationale, quelques intellectuels isolés s'emploient à démontrer le contenu "décolonisateur" du socialisme québécois »<sup>43</sup>. Frantz Fanon a inspiré la critique de la gauche traditionnelle à l'équipe de la *Revue Socialiste* et a donné des modèles de comparaison au journaliste Roland Cousineau dans un article de 1959. Frantz Fanon, médecin psychiatre, dirigea de 1953 à 1957 l'hôpital psychiatrique de Blida en Algérie et est déjà connu pour ses ouvrages sociologiques sur l'Algérie<sup>44</sup>. Il a été arrêté et expulsé d'Algérie pour son soutien au FLN et il publie en 1959, dans la célèbre revue française *Les Temps modernes*, un article où il critique la mollesse de la gauche française à soutenir l'indépendance algérienne : « Les forces de gauche n'existent pas et même le

parti communiste algérien pendant longtemps s'est cantonné dans un réformisme type union française (...). Les communistes algériens ont dénoncé les « terroristes » nationalistes »<sup>45</sup>. Le sous-titre de l'article de la *Revue Socialiste* indique clairement le but de cette comparaison : « En Algérie comme au Canada français, la pseudo-gauche "règle" le problème de l'indépendance nationale en niant son existence ». En Algérie comme au Québec, la gauche est « dévouée aux idéaux et aux intérêts de l'impérialisme » français en Algérie et anglophone au Québec. La critique est dirigée contre *Cité libre* où « nos gauchistes ou centristes qui sont de tout cœur avec le FLN algérien mais se réfugient dans l'attitude confortable de négation magique du problème de la délivrance du Canada français du joug colonial »<sup>46</sup>. La critique s'adresse également au parti socialiste canadien, qui est prêt à soutenir les Algériens et le FLN dans une « démangeaison arabophile » qui témoigne surtout d'un fond de sentiment anti-France, selon le journaliste. Il conclut sur la nécessité d'intégrer la question nationale dans la réflexion sur l'impérialisme : « Messieurs du PSD, comme en Algérie, il y a ici une occupation qui n'est pas seulement économique, comme vous le prétendez, mais encore politique et même militaire.<sup>47</sup> » Au Québec, comme en Algérie, selon la *Revue Socialiste*, la gauche refuse d'intégrer ce que l'évolution historique du discours sur la décolonisation a développé au cours du xx<sup>e</sup> siècle, à savoir que question coloniale et question nationale sont liées<sup>48</sup>. Il faut donc prouver, pour l'équipe de la revue, que le Québec est opprimé et définir qui en sont les oppresseurs, là encore l'exemple algérien est largement utilisé.

#### LE TIERS-MONDISME AU SECOURS DU NATIONALISME QUÉBÉCOIS

À côté des bouleversements économiques, la réflexion autour de ce que doit être le Québec « moderne » se poursuit. L'idéologie nationaliste se présente en plusieurs tendances, séparatiste, violente, autonomiste, etc. Mais, ce qui ressort particulièrement, c'est la généralisation du discours « décolonisateur » au Québec. Tous, ou presque, s'accordent à reconnaître que le Québec doit se décoloniser. Chacun entrevoit une forme de décolonisation différente, la décolonisation culturelle pour certaines revues littéraires et l'annonce de ce qui deviendra la « québécoïté », la décolonisation économique pour *Cité libre*, la décolonisation culturelle et politique pour *Parti Pris*. Le grand problème reste d'arrimer nationalisme et décolonisation. L'idéologie de la décolonisation est née et a été soutenue dans les mouvements socialistes et marxistes. Il ne fait pas bon être « nationaliste » après la Seconde Guerre mondiale dans de nombreux cercles intellectuels européens et jusqu'à un certain point québécois, l'internationalisme est la voie royale pour

se décoloniser. La découverte du tiers-mondisme, idéologie pragmatique et acceptant souvent le nationalisme comme moteur des mouvements de libération, sera un baume pour plusieurs intellectuels québécois qui affineront l'idéologie nationaliste québécoise qui aujourd'hui se définit encore comme un mouvement nationaliste et de centre-gauche.

Le passage de Jacques Berque au Québec et surtout son article sur « les révoltés du Québec » a contribué à renouer l'amitié entre les gauches québécoise et française, mise à mal lors des débuts de la guerre d'Algérie. En 1962, Jacques Berque est reçu par le département d'anthropologie de l'Université de Montréal comme professeur invité<sup>49</sup>. Auteur de plusieurs livres sur le Maghreb et le Haut-Atlas et sur la colonisation avec *La Dépossession du monde*, il participe activement à la démythification du monde arabe en France. Homme de gauche qui a soutenu l'indépendance algérienne, il est membre du PSU français. De retour en France, le 10 octobre 1963, il publie dans l'hebdomadaire de gauche France-Observateur un article sur « Les révoltés du Québec », qui sera publié intégralement dans *Parti Pris*<sup>50</sup> et dans la *Revue Socialiste* où il fait l'objet d'un dossier nourri.

L'article de Jacques Berque est un baume pour l'équipe de Raoul Roy qui se décrit comme « nationaliste anticolonialiste ». Jacques Berque explique au public français que sa méconnaissance du Québec et sa vision folklorique du peuple canadien-français l'empêchent de voir que « tout change, depuis la Seconde Guerre mondiale, dans ce pays qui s'interroge »<sup>51</sup>. Les changements sur lesquels s'attarde Jacques Berque concernent l'élan de décolonisation entrepris par certains Québécois contre l'impérialisme canadien. Il précise que, même si l'impérialisme anglais n'a pas connu « les mêmes rigueurs (...) ou la même façon grossière que sur d'autres territoires (...) », il a fait place à des formes plus insidieuses : alibi confédéral, piège du prétendu bilinguisme, pression de l'économie et de la technique, envahissement financier, menace démographique<sup>52</sup>. La guerre d'Algérie vient donc cautionner, de la plume même d'un intellectuel français, le rapprochement entre les Québécois et les Français, ou tout au moins entre les gauches.

Les conséquences de cet article sur l'équipe de la *Revue Socialiste* sont immédiates. Raoul Roy et ses collaborateurs demandent et obtiennent une entrevue en France avec Jacques Berque et reproduisent l'entretien dans leur revue. On apprend que l'article de Jacques Berque aurait été une réponse à l'affirmation de l'écrivain juif québécois, Naim Kattam, que les Québécois seraient les pieds-noirs du Canada. Jacques Berque répond à Raoul Roy que « vous êtes les Algériens de l'Amérique et non ses colons »<sup>53</sup>. Le thème fondamental de l'ordre à suivre lors d'une révolution, la décolonisation économique d'abord ou la décolonisation politique, est abordé avec Jacques

Berque. Les intellectuels québécois citent l'exemple de Jean Lesage qui pense qu'être « maîtres chez soi » économiquement rendra inutile l'indépendance politique. Jacques Berque répond en utilisant l'exemple algérien : si pendant longtemps la gauche a cru au miracle des changements économiques (Guy Mollet, par exemple), l'histoire a prouvé qu'« il n'y a guère d'exemples, dans le monde, de libération économique et sociale qui n'ait dû passer par l'indépendance politique »<sup>54</sup>. La lune de miel entre la *Revue Socialiste* et Jacques Berque se confirme lorsque ce dernier annonce qu'il a parlé du Québec au héros socialiste de la révolution algérienne et président de la République algérienne en 1963, Mohamed Ben Bella : « J'ai parlé de votre mouvement à Ben Bella. Il y est sympathique. Il sait qu'en général, vous avez été favorables à l'indépendance algérienne. »<sup>55</sup>

La jeune revue *Parti Pris* s'intéresse aussi, à travers l'exemple algérien et l'article de Jacques Berque, au thème qui devient très populaire, la décolonisation. La revue, à la fois littéraire et politique, est fondée par un groupe de poètes et d'écrivains pour la plupart, dont le poète québécois Paul Chamberland et l'écrivain Pierre Maheu<sup>56</sup>. Elle connaît un succès plus étendu que la *Revue Socialiste* qui s'éteint en 1964 et dont elle reprend certains thèmes. *Parti Pris* préconise l'indépendance, le socialisme, le laïcisme et la théorie de la décolonisation est au centre des analyses de la revue comme le dira Pierre Maheu : « Dans ce retour aux origines, nous avons à traverser la nuit ; notre aventure, c'est celle d'Orphée : descendre aux enfers de l'aliénation coloniale. »<sup>57</sup> *Parti Pris* publie, à son tour, l'intégralité de l'article de Jacques Berque.

La décolonisation, véritable « catharsis personnelle », comme l'écrit Pierre Maheu<sup>58</sup>, s'inspire, à *Parti Pris*, des modèles proposés par Frantz Fanon mais surtout Jacques Berque. Le poète québécois Jean Depocas acquiesce à l'idée émise par Jacques Berque que malgré les points communs entre les colonisés d'Algérie et les colonisés du Québec, la situation est différente. Jacques Berque affirmait, dans son livre *La Dépossession du monde*, que les colonisés étaient « possédés comme d'un démon », ce à quoi Jan Depocas répond : « Que nous voilà loin de la Dépossession du monde ? Non point : chacun ses démons, voilà tout. »<sup>59</sup> Le Québec possède sa propre situation coloniale, originale, et ne peut donc entrer dans des schémas classiques de la décolonisation marxiste ou algérienne. Un long article de Paul Chamberland développe également cette idée d'adaptation du discours décolonisateur à la situation québécoise. Alors que la gauche française semble comprendre, la gauche libérale québécoise « petite bourgeoise » de *Cité libre* ne comprend pas que : « Lorsque nous nous sentons, nous nous vivons comme colonisés, nous ne voulons pas signifier que notre situation est identique à celle de l'Algérie ou

du Congo, mais que cette situation participe de traits communs avec ceux des pays colonisés.<sup>60</sup> »

Les dissensions au sein de l'équipe de *Cité libre* sur le nationalisme, qui seront plus tard une des causes de l'éclatement de la revue<sup>61</sup>, apparaissent en effet nettement dans plusieurs articles de 1961 au sujet de l'analogie algérienne. Pierre E. Trudeau résume ainsi la position de *Cité libre*, en 1961, face au nationalisme : « Le nationalisme nous apparaissait (...) comme une forme d'aliénation, puisqu'il aliénait en hostilités et récriminations l'énergie intellectuelle et physique qui était vitalement requise à notre propre réhabilitation nationale.<sup>62</sup> » Guy Cormier entreprend un mois plus tard, en avril 1961, la délicate tâche d'expliquer pourquoi le nationalisme algérien, ou la décolonisation en général, n'a aucun rapport avec le Québec. Il reconnaît que : « Le nationalisme a acquis de nouvelles lettres de créance chez nous à la faveur de la décolonisation et de l'anticolonialisme. Si paradoxale que l'affirmation puisse paraître, c'est finalement aux intellectuels de gauche que le nationalisme doit sa résurrection.<sup>63</sup> » Mais le combat anticolonialiste de la gauche québécoise, par rapport à l'Algérie, est selon lui purement symbolique car si les Européens d'Algérie avaient pu venir au Québec, ils auraient été accueillis les bras ouverts en disant « la France nous abandonne en Algérie, comme elle vous abandonna naguère sur les bords du Saint-Laurent »<sup>64</sup>. Guy Cormier considère qu'il n'y a pas d'oppression au Québec mais plutôt des « inégalités parfois cruelles » donc il n'y a pas lieu de parler de décolonisation comme en Algérie, puisque le Québec n'est pas une « colonie ». Il ne pousse cependant pas très loin l'analyse et préfère railler les nationalistes : « engagements qui finalement n'engagent à rien du tout, sinon à être engagé, on risque fort, à la longue, d'être étranglé par ses propres principes »<sup>65</sup>. Un malaise ressort de ces articles où l'on voit déjà que quelques collaborateurs sont attirés par certains éléments du nationalisme, le patriotisme n'est-il pas finalement une composante nécessaire au nationalisme ? Plusieurs membres de l'équipe de *Cité libre* continuent cependant à voir dans l'idée nationale une tradition folklorique « une injustice vécue et exposée de façon réaliste est supérieure à mille légendes de temps révolus »<sup>66</sup>. Leur refus de parler d'une décolonisation du Québec au même titre que la décolonisation de l'Algérie, par exemple, se précise et Pierre E. Trudeau, dans son célèbre article « La nouvelle trahison des clercs », se lance aussi dans le débat, critiquant au passage les derniers livres des nationalistes indépendantistes<sup>67</sup>.

Pierre E. Trudeau rejette l'idée d'une nation nécessairement « souveraine » et, puisque le Québec n'est pas un État, mais une province, parler de son indépendance est « un pur sophisme »<sup>68</sup>. Il se sert de plusieurs exemples, dont l'Algérie, pour faire la différence entre une nation, telle la nation canadienne-française et un État, tel le Canada. Ainsi, les nouveaux États



décolonisés, en Afrique ou en Inde, se composent de nombreuses ethnies « nationales ». Mais « on y chercherait en vain des États-nations, c'est-à-dire des États dont les frontières auraient obéi à des impératifs ethniques ou linguistiques »<sup>69</sup>. Pierre E. Trudeau continue en expliquant que les séparatistes devraient donc revendiquer l'indépendance des Kabyles, des Bengalis en Inde etc., « que voilà beaucoup de séparations en perspective ! » Le nationalisme algérien ressemblerait plus, finalement, au nationalisme canadien, par les différentes composantes ethniques qu'il englobe. Le séparatisme, même de gauche, n'a donc aucune justification au Québec car « un gouvernement vraiment démocratique ne peut pas être "nationaliste", car il doit poursuivre le bien des citoyens sans égard à leur origine ethnique »<sup>70</sup>.

Il semble donc que la prise de conscience de l'urgence de l'indépendance, du socialisme au Québec et de « l'identification, à la fois psychologique et intellectuelle aux Damnés de la terre »<sup>71</sup>, de certains Québécois, se soit inspirée d'une découverte des penseurs français de la décolonisation tiers-mondiste.

## CONCLUSION

À la fois processus d'émancipation des colonies et point de départ de la création d'un monde nouveau, le mouvement de décolonisation fût porteur d'un ensemble d'idéaux politiques marquants. L'énonciation des principes wilsoniens, réaffirmée par les chartes de l'Atlantique (1941) et de San Francisco (1945), inauguraient un contexte juridique international désormais moins favorable aux principes classiques de la colonisation. L'anticolonialisme affirmé des deux super-puissances et de la nouvelle ONU fût l'expression la plus radicale du recul des vieilles puissances européennes mais aussi, un encouragement indirect aux mouvements nationalistes dans les territoires coloniaux. Certains Québécois se prévalurent de cette idéologie pour analyser ce qu'ils appelaient la situation coloniale québécoise.

Quoique ne s'exprimant pas avec la même intensité et aux mêmes périodes, les revendications nationalistes jouèrent un rôle décisif dans l'annulation du fait colonial. Les idéaux développés, notamment l'impact négatif de la domination sur leurs conditions de vie ; l'affirmation d'une fierté culturelle et nationale précoloniales et la revendication passive ou violente de l'émancipation, furent sans nul doute des coups décisifs portés à leur état de sujétion. Tout se passe en fait comme si la colonisation avait elle-même fourni les éléments de sa remise en cause et de sa destruction. Les leaders nationalistes, pour la plupart formés à l'occidentale et initiés à la vie politique des métropoles britannique, française ou belge, puisèrent dans la pensée occidentale les idéaux nécessaires pour forcer leur destin<sup>72</sup>.

Confrontés à un climat d'après-guerre marqué par l'antagonisme Est/Ouest, les pays décolonisés furent amenés à subir cette nouvelle donne ou à réinventer une nouvelle doctrine politique de positionnement international. Aussi le neutralisme s'imposa-t-il aux yeux de beaucoup de leaders tiers-mondistes des années 1950 comme une voie originale car susceptible de contrebalancer la logique des blocs et la course aux armements tout en promouvant le développement économique et social de leurs pays. L'irruption du tiers-monde sur la scène internationale validée par la conférence de Bandung cacha cependant mal les divergences idéologiques séparant les états « alignés » et « non alignés » d'Asie et d'Afrique.

Outre la question du positionnement international, l'accession à l'indépendance – et particulièrement la fin de l'état de sujétion – ouvrit une phase post-coloniale au cours de laquelle les leaders nationalistes et les intelligentsia parvenus au pouvoir recherchèrent les voies et les moyens susceptibles d'assurer la vraie indépendance, qui selon d'aucuns, ne pouvait être qu'économique. À cet effet, le choix d'une idéologie susceptible de porter l'effort national s'avérait indispensable pour relever le défi du sous-développement. Or en dépit de résultats probants dans certains domaines, l'indépendance s'avèrera inachevée dans la majorité des pays décolonisés. La rhétorique officielle, « révolutionnaire » ou « modérée », inspirée des doctrines du socialisme, du capitalisme ou du marxisme-léninisme servit même dans de nombreux états « à masquer les déceptions d'une réalité politique trop lente à se mouvoir ou la déformation de cette réalité. Un effort pour détourner l'attention des failles et des échecs. . . »<sup>73</sup>.

En définitive, la dernière phase de la décolonisation – en l'occurrence la gestion des indépendances acquises – s'est révélée, avec le recul, la plus ardue. Tout en les libérant, ce processus politique et psychologique introduit les États du tiers-monde dans une phase post-coloniale dans laquelle, ceux-ci affrontent et/ou découvrent, désormais, leur propre incapacité à se réinventer. Par ailleurs, ces États émancipés se trouvent également assujettis à un nouveau régime de domination induit par le phénomène néocolonial et par les politiques d'ajustement structurel imposées par les institutions financières internationales depuis les années 1980.

## NOTES ET RÉFÉRENCES

1. GARDINIER, D.E., « The path of independence in French Africa : recent historiography », dans G. Maddox et W. Timothy, *Articles on colonialism and nationalism in Africa*, New-York, 1993, vol III, p. 81 à 104.
2. MICHEL, Marc, *Décolonisations et émergence du tiers monde*, Paris, Hachette, 2005, p. 4.
3. BERG, Eugène, *Non-alignement et nouvel ordre mondial*, PUF, 1980, p. 7.
4. Le parti du congrès fut créé à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.
5. *Op. cit.*, p. 12.
6. *Ibid.*, p. 12.
7. La conférence de New Delhi regroupa 25 pays d'Asie avec comme objectif de conjuguer leurs efforts pour accéder à l'Indépendance. La seconde conférence qui vit l'entrée en scène de l'Afrique devait définir une attitude commune par rapport à l'action des Hollandais en Indonésie.
8. Le groupe « arabo-asiatique » fut composé de 12 états (Afghanistan, Arabie Saoudite, Birmanie, Égypte, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Liban, Pakistan, Syrie, Yémen). Il se transforma ultérieurement en groupe « afro-asiatique » lorsque l'Éthiopie et le Libéria le rejoignirent.
9. *Op. cit.*, p. 13.
10. *Ibid.*, p. 14.
11. Marc Michel, *op. cit.*, p. 156
12. Réunis à Colombo le 5 avril 1954, ces pays tentèrent de chercher une issue à la crise indochinoise et des moyens de réunir une conférence afro-asiatique. Voir GUITARD, Odette, *Bandoung et le réveil des peuples colonisés*, PUF, 1976, collection « Que sais-je ? », p. 22.
13. BERG, Eugène, *op. cit.*, p. 22.
14. Communiqué de la conférence de Bogor, cité par Odette Guitard, *op. cit.*, p. 28-29.
15. BENNABI, Malek, *L'Afro-asiatisme*, SEC, Alger, 1992.
16. Parmi les pro-occidentaux, se trouvent l'Iran, la Japon, la Turquie etc. La Chine et le Nord-Vietnam représentent le monde communiste et les Neutralistes sont formés par les 5 de Colombo plus la Syrie.
17. BERG, Eugène, *op. cit.*, p. 38-40.
18. *Ibid.*, p. 41.
19. Cinq des dix principes de coexistence sont inspirés des *Panch Shila*. Ces Panch Shila furent énoncés pour la première fois dans l'accord sur le commerce et les rapports économiques entre les régions tibétaines de la Chine et de l'Inde, signé le 29 avril 1954 à Pékin
20. BENNABI, Malek, *op. cit.*, p. 87.

21. BERSTEIN, Serge, *La Décolonisation et ses problèmes*, Colin, dossier « Sciences humaines », n° 1, 1969, p. 62.
22. DAVIDSON, Basil, *L'Afrique au xx<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions J. A., 1979, p. 290-291.
23. M'BOKOLO, Élikia (dir.), *Afrique noire, Histoire et civilisations*, Paris, Hatier, vol. II, 1992, p. 485.
24. BENOT, Yves, *Idéologies des indépendances africaines*, Paris, Maspéro, 1969, p. 7.
25. BENOT, Yves, *op. cit.*, p. 110.
26. N'KRUMAH, Kwamé, *L'Afrique doit s'unir*, Paris, Payot, 1964.
27. L'échec du panafricanisme résultait de la divergence des leaders sur la nature de l'unité à construire. Fallait-il ainsi centrer l'unité autour d'une fédération continentale ou d'une Afrique des États-nations ?
28. BENOT, Yves, *op. cit.*, p. 26.
29. Dans son manifeste intitulé « Philosophie de la révolution » (1954) Nasser, s'appuyant sur sa théorie des « trois cercles » (arabe, africain, musulman), aspirait à la construction de l'unité du monde arabe.
30. LACOUTURE, Jean, *Nasser*, Paris, Seuil, 1971, p. 195.
31. BÉJI, Heilé, *Désenchantement national, essai sur la décolonisation*, Paris, Maspéro, 1982, p. 34.
32. Raoul Roy (1914-1996) est membre jusqu'en 1947 du Parti communiste canadien et rend sa carte en 1947 suite à une scission de certains francophones. Il adhère ensuite au Parti socialiste démocratique jusqu'en 1959 et, déçu du peu d'enthousiasme des partis de gauche pour l'indépendance du Québec, décide de créer la *Revue Socialiste* et, en 1960, l'Action socialiste pour l'indépendance du Québec. À la mort de la *Revue Socialiste* en 1965, il participe à la revue *L'indépendantiste* (1963-1968) et aux *Cahiers de la décolonisation du Franc-Canada*. Il publie aussi plus d'une dizaine d'ouvrages dans lesquels il justifie progressivement son abandon du socialisme.
33. DENIS, Roch et RACINE, Luc, « La conjoncture québécoise depuis 1960 », dans *Socialisme québécois*, n° 21-22, avril 1971, p. 56. Il inspirera aussi la revue *Parti pris* (1963-1967), « nous devons à R. Roy l'usage des termes de décolonisation et de révolution », CHAMBERLAND, Paul, « Bilan d'un combat », dans *Parti pris*, 2-1, septembre 1964, p. 22. Marc Laurendeau ira encore plus loin en affirmant que Raoul Roy fut « un véritable théoricien et père naturel du FLQ », dans *Les Québécois violents*, Montréal, Boréal Express, 1974, p. 53.
34. COUSINEAU, Roland, « L'Algérie et le Québec », dans *Revue Socialiste*, n° 2, automne 1959, p. 42.
35. *Ibid.*, p. 43.
36. *Ibid.*
37. ROY, Raoul, « 100 propositions », dans *Revue Socialiste*, n° 1, printemps 1959, p. 13.
38. *Ibid.*, p. 14.

39. DENIS, Roch et RACINE, Luc, « La conjoncture québécoise. . . », *loc. cit.*, p. 55.
40. COUSINEAU, Roland, « L'Algérie et le Québec », *loc. cit.*, p. 44.
41. ROY, Raoul, *Revue Socialiste*, n° 2, automne 1959, p. 1.
42. Ainsi, à l'origine de la scission entre des membres francophones du Parti communiste en 1947 (dont Raoul Roy faisait partie) se trouvait la revendication de l'autonomie provinciale alors que la majorité soutenait le fédéralisme canadien comme garant de l'unité dans la lutte prolétaire pan-canadienne. Voir, FOURNIER, M., « Histoire et idéologie du groupe canadien-français du parti communiste 1925-195 », dans *Socialisme* 69, n° 16, 1969, p. 70 ; COMEAU, Robert et DIONNE, Bernard, *Histoire des communistes au Québec de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Québec, VLB, 1989, p. 32.
43. DENIS, Roch et RACINE, Luc, *loc. cit.*, p. 53.
44. Il a écrit en 1952, *Peau noire, masques blancs* et en 1959, *L'An V de la révolution algérienne*. Il sera surtout connu pour son livre de 1961, *Les Damnés de la terre*.
45. FANON, Frantz, cité par Roland Cousineau, « L'Algérie et le Québec », *Revue Socialiste*, n° 2, automne 1959, p. 40.
46. *Ibid.*, p. 44.
47. *Ibid.*
48. Voir l'analyse de PAGE, Carole, *op. cit.*, p. 23-33.
49. Voir « Chroniques », *Parti Pris*, n° 3, décembre 1963, p. 48.
50. *Ibid.*, p. 48-51.
51. *Revue Socialiste*, n° 7, hiver 1963-1964, p. 6.
52. *Ibid.*
53. ROY, Raoul, « Une lutte réelle de décolonisation, entrevue avec Jacques Berque », *Revue Socialiste*, n° 7, hiver 1963-1964, p. 1.
54. *Ibid.*
55. *Ibid.*
56. Voir sur le discours politique de *Parti pris*, SAINT-AMAND, P., *La Revue Parti pris et le nationalisme socialiste*, maîtrise (sociologie), Université Laval, 1976 ; BÉLANGER, André-J., *Ruptures et constantes : quatre idéologies du Québec en éclatement*, Montréal, Hurtubise, 1977, p. 139-193. Pour l'analyse littéraire de *Parti Pris*, voir GAUVIN, Lise, *Parti pris littéraire*, Montréal, PUM, 1975.
57. MAHEU, Pierre, *Un parti pris révolutionnaire*, Montréal, édition Parti pris, 1983, p. 39.
58. *Op. cit.*, p. 13.
59. DEPOCAS, Jan, « Zâr nilotique à notre bizarre colonie », dans *Parti pris*, n° 7, avril 1964, p. 56.
60. CHAMBERLAND, Paul, « De la damnation à la liberté », *Parti pris*, n° 9-10-11, été 1964, p. 84. Il avait déjà en 1963, écrit un article dans la revue *Liberté* où il expliquait,

- citations de Frantz Fanon à l'appui, que l'intellectuel québécois était colonisé et qu'il devait s'imposer « par devers-soi » une décolonisation. CHAMBERLAND, Paul, « L'intellectuel québécois, intellectuel colonisé », *Liberté*, n° 26, mars-avril 1963, p. 119-130.
61. Voir, DION, Léon, *Les Intellectuels et le temps de Duplessis (1945-2000)*, Québec, PUL, 1993, p. 297-309 ; BÉLANGER, André J., *op. cit.*, p. 109-124.
62. TRUDEAU, Pierre E., « L'aliénation nationaliste », *Cité Libre*, mars 1961, p. 4.
63. CORMIER, Guy, « Fortune nouvelle du nationalisme », *Cité Libre*, avril 1961, p. 3.
64. *Ibid.*, p. 4.
65. *Ibid.*
66. *Ibid.*, p. 23.
67. En 1961, Raymond Barbeau publie *J'ai choisi l'indépendance*, Montréal, Édition de l'Homme, 1961. Marcel Chaput (chimiste, militant à l'Alliance laurienne et un des fondateurs du RIN en 1960) publie *Pourquoi je suis séparatiste ?*, Montréal, Éditions du jour, 1961.
68. TRUDEAU, Pierre E., « La nouvelle trahison des clercs », *Cité Libre*, avril 1962, p. 3.
69. *Ibid.*, p. 4
70. *Ibid.*, p. 11.
71. BOUTHILLIER, Guy, *loc. cit.*, p. 14-24
72. Dans les territoires où les métropoles refusèrent l'indépendance (Algérie, Indochine, Angola etc.), des guerres de libération nationale furent engagées par les mouvements nationalistes contre la présence coloniale.
73. BENOT, Yves, *op. cit.*, p. 29.